

Art. 2. Het ambtsgebied bepaald overeenkomstig de bij artikel 1 bedoelde tabel, wordt vastgesteld onverminderd de contracten die de betrokken psycho-medisch-sociale centra gemachtigd zijn te sluiten krachtens artikel 2 van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra.

Art. 3. De Minister tot wier bevoegdheid de psycho-medisch-sociale Centra behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2010.

Brussel, 7 juli 2011.

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 2140

[C - 2011/29432]

14 JUILLET 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes d'enseignement supérieur étrangers aux diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long délivrés en Hautes Ecoles en Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 septembre 1997 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers aux certificats et diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 mars 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2011;

Vu la consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs, des 17, 18 et 24 mai 2011;

Vu la concertation du 28 avril 2011 avec les organisations représentatives des étudiants organisée, conformément à l'article 32 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et restaurant la participation des étudiants au niveau communautaire;

Vu l'avis n° 49.769/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 juin 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, il faut entendre par :

1. Décret : le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

2. Autorités de la Haute Ecole :

a) pour les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française : le Collège de Direction visé à l'article 65 du décret;

b) pour les Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française : les instances qui, dans chaque Haute Ecole, sont habilitées, soit par le pouvoir organisateur des Hautes Ecoles non constituées sous forme de personnes morales, soit statutairement, soit par délégation, à exercer les compétences qui leur sont attribuées par le décret;

3. Ministre : le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions ou son délégué.

Art. 2. A défaut de mesures générales, le Ministre et les autorités de la Haute Ecole décident, chacun en ce qui le concerne, de l'équivalence des diplômes d'enseignement supérieur étrangers aux diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long délivrés en Hautes Ecoles en Communauté française.

Les autorités de la Haute Ecole reconnaissent l'équivalence des diplômes d'enseignement supérieur étrangers aux diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long, en ce compris ceux de premier cycle, délivrés en Hautes Ecoles en Communauté française, lorsque la demande de reconnaissance est introduite aux fins de poursuivre des études dans une Haute Ecole.

Le Ministre se prononce sur l'équivalence des diplômes d'enseignement supérieur étrangers aux diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long, en ce compris ceux de premier cycle, lorsque la demande de reconnaissance n'est pas introduite aux fins de poursuivre des études dans une Haute Ecole. Les décisions rendues dans ce cadre ne sont pas opposables aux autorités des Hautes Ecoles.

Art. 3. Les documents suivants sont constitutifs du dossier de demande d'équivalence :

a) une preuve que l'établissement d'enseignement dans lequel les études ont été accomplies à l'étranger est un établissement d'enseignement supérieur reconnu par les autorités compétentes du pays de délivrance du diplôme;

b) une copie du diplôme et, s'il échet, du supplément au diplôme;

c) une traduction du diplôme par un traducteur juré;

d) un programme officiel et détaillé des études supérieures accomplies;

e) un relevé des examens présentés et des notes obtenues;

f) un exemplaire du mémoire, du projet ou du travail de fin d'études, s'il échet.

Les dossiers sont considérés comme irrecevables tant qu'ils sont incomplets. L'absence dûment justifiée d'un document, peut être compensée par une déclaration sur l'honneur signée par le demandeur.

Dans le cadre de la procédure visée aux alinéas 2 et 3 de l'article 2, les autorités de la Haute Ecole ou le Ministre, selon le cas, vérifient l'authenticité des documents produits par le requérant. En cas de doute sur l'authenticité des pièces produites, ils peuvent exiger du demandeur ou de toute autorité compétente des renseignements ou des documents complémentaires.

Art. 4. § 1^{er}. Les équivalences visées à l'article 2, alinéa 2, sont délivrées par les autorités de la Haute Ecole après avis motivé des organes compétents prévus dans le règlement des études.

§ 2. Les équivalences visées à l'article 2, alinéa 3, sont délivrées par le Ministre après avis motivé du Conseil général des Hautes Ecoles. Cet avis ne peut être sollicité qu'après le constat par l'Administration que le dossier de demande est complet au regard des critères fixés par l'article 3. L'avis doit être rendu dans les quatre mois qui suivent la date de réception du dossier par le Conseil général des Hautes Ecoles. En l'absence d'avis rendu à la fin de cette période, ce dernier est réputé favorable.

Le Ministre notifie la décision d'équivalence à l'intéressé dans les quarante jours qui suivent l'émission de l'avis visé à l'alinéa précédent.

Art. 5. Les avis visés à l'article 4 tiennent compte, pour l'examen de la demande d'équivalence, notamment des critères suivants, sans ordre de prééminence :

- a) la preuve que l'établissement d'enseignement dans lequel les études ont été accomplies à l'étranger est un établissement d'enseignement supérieur reconnu par les autorités compétentes du pays de délivrance du diplôme;
- b) les conditions d'accès à la formation;
- c) la durée ou le volume de la formation d'un minimum de 180 crédits;
- d) le contenu de la formation, y compris, s'ils existent les stages, les exercices pratiques, les mémoires et/ou les travaux de fin d'études;
- e) les profils de compétence attendus, s'il échet;
- f) les résultats obtenus aux épreuves;
- g) les effets académiques ou professionnels reconnus au diplôme par les autorités étrangères compétentes.

Art. 6. Tout réexamen de la demande d'équivalence est subordonné à la présentation par le requérant d'éléments nouveaux de nature à entraîner une modification éventuelle de la décision.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 septembre 1997 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers aux certificats et diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long est abrogé.

Art. 8. Tout dossier introduit avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté demeure soumis à l'application des dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 septembre 1997 précité, tel qu'en vigueur au moment de l'introduction du dossier.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2011.

Art. 10. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 2011.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 2140

[C — 2011/29432]

14 JULI 2011. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de voorwaarden tot en de procedure voor het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's van het hoger onderwijs met de diploma's van het hoger onderwijs van het korte of lange type uitgereikt in de Hogescholen van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 september 1997 houdende bepaling van de voorwaarden tot en de procedure voor het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften met de diploma's van het hoger onderwijs van het korte of lange type;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 maart 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 14 juli 2011;

Gelet op de raadpleging van de meest representatieve groeperingen van de inrichtende machten van 17, 18 en 24 mei 2011;

Gelet op het overleg van 28 april 2011 met de representatieve studentenverenigingen, georganiseerd overeenkomstig artikel 32 van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 49.769/2 van de Raad van State, gegeven op 23 juni 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1. Decreet : het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;

2. Overheden van de Hogeschool :

a) voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen : het Bestuurscollege bedoeld in artikel 65 van het decreet;

b) voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde Hogescholen : de instanties die in elke hogeschool gemachtigd zijn, hetzij door de inrichtende macht van de hogescholen die niet in de vorm van rechtspersonen worden samengesteld, hetzij statutair, hetzij bij delegatie, de bevoegdheid uit te oefenen die aan bedoelde hogescholen door dit decreet wordt verleend;

3. Minister : de Minister van Hoger Onderwijs of haar afgevaardigde.

Art. 2. Bij gebrek aan algemene maatregelen, beslissen de Minister en de Overheden van de hogescholen, ieder wat hem of haar betreft, over de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's van het hoger onderwijs met de diploma's van het hoger onderwijs van het korte en lange type, uitgereikt in de Hogescholen van de Franse Gemeenschap.

De overheden van de hogeschool erkennen de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's van het hoger onderwijs met de diploma's van het hoger onderwijs van het korte en lange type, met inbegrip van deze van de eerste cyclus, uitgereikt in de Hogescholen van de Franse Gemeenschap, wanneer de aanvraag om erkenning ingediend wordt om studies te voltooien in een hogeschool.

De Minister spreekt zich uit over de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's van het hoger onderwijs met de diploma's van het hoger onderwijs van het korte en lange type, met inbegrip van deze van de eerste cyclus, wanneer de aanvraag om erkenning niet ingediend wordt om studies te voltooien in een hogeschool. De beslissingen genomen in dit kader kunnen niet aan de overheden van de Hogescholen worden tegengeworpen.

Art. 3. De volgende documenten maken deel uit van het dossier van de aanvraag om gelijkwaardigheid :

a) een bewijs dat de onderwijsinrichting waarin de studies voltooid werden in het buitenland, een inrichting van hoger onderwijs is die erkend wordt door de bevoegde overheden van het land dat het diploma uitreikt;

b) een afschrift van het diploma en, in voorkomend geval, van het diploma supplement;

c) een vertaling van het diploma door een beëdigd vertaler;

d) een officieel en gedetailleerd programma van de voltooide hogere studies;

e) een overzicht van de afgelegde examens en de behaalde punten;

f) een exemplaar van de scriptie, van het project of van het eindstudiewerk in voorkomend geval.

De dossiers worden beschouwd als onontvankelijk aangezien ze onvolledig zijn. Het behoorlijk verantwoorde gebrek aan een document, kan gecompenseerd worden door een verklaring op erewoord ondertekend door de aanvrager.

In het kader van de procedure bedoeld in tweede en derde lid van artikel 2, kunnen de overheden van de Hogeschool of de Minister, naargelang het geval, de authenticiteit van de stukken die door de aanvrager werden voorgelegd, nagaan. In geval van twijfel omtrent de authenticiteit van de voorgelegde stukken, kunnen ze van de aanvrager of elke bevoegde autoriteit eisen dat hij/zij nadere inlichtingen of documenten indient.

Art. 4. § 1. De gelijkwaardigheden bedoeld in artikel 2, tweede lid, worden door de overheden van de Hogeschool uitgereikt na een met redenen omkleed advies van de bevoegde organen bedoeld in het studiereglement.

§ 2. De gelijkwaardigheden bedoeld in artikel 2, derde lid, worden door de Minister uitgereikt na een met redenen omkleed advies van de Algemene Raad voor Hogescholen. Dit advies kan slechts vereist worden nadat de administratie vastgesteld heeft dat het dossier van de aanvraag volledig is gezien de criteria bepaald bij artikel 3. Het advies moet uitgebracht worden binnen de vier maanden na de datum van ontvangst van het dossier door de Algemene Raad voor Hogescholen. Bij gebrek aan een advies uitgebracht na deze periode wordt dit advies als gunstig geacht.

De Minister deelt de beslissing van gelijkwaardigheid aan de betrokkene mee en dit binnen de veertig dagen na het uitbrengen van het advies bedoeld in het vorige lid.

Art. 5. De adviezen bedoeld in artikel 4 houden rekening, voor het onderzoek van de aanvraag om gelijkwaardigheid, met de volgende criteria zonder orde van voorkeur :

a) een bewijs dat de onderwijsinrichting waarin de studies voltooid werden in het buitenland, een inrichting van hoger onderwijs is die erkend wordt door de bevoegde overheden van het land dat het diploma uitreikt;

b) de voorwaarden van toegang tot de opleiding;

c) de duur of het volume van de opleiding met ten minste 180 studiepunten;

d) de inhoud van de opleiding, met inbegrip van de stages, de praktische oefeningen, de scripties en/of de eindstudiewerken;

e) de verwachte competentieprofielen in voorkomend geval;

f) de bij de proeven behaalde resultaten;

g) de academische of beroepsgevolgen erkend aan het diploma door de bevoegde buitenlandse overheden;

Art. 6. Ieder nieuw onderzoek van de aanvraag om gelijkwaardigheid wordt afhankelijk gemaakt van de indiening door de aanvrager van nieuwe elementen die de beslissing zouden kunnen wijzigen.

Art. 7. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 september 1997 houdende bepaling van de voorwaarden tot en de procedure voor het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften met de diploma's van het hoger onderwijs van het korte of lange type, wordt opgeheven.

Art. 8. Elk dossier ingediend vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit blijft onderworpen aan de toepassing van de bepalingen van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 september 1997, zoals van kracht bij de indiening van het dossier.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2011.

Art. 10. De Minister van Hoger Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 juli 2011.

De Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 2141

[C – 2011/29435]

14 JUILLET 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 2004 déterminant certaines modalités d'application du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des Ecoles de devoirs

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, tel que modifié par le décret du 11 janvier 2007, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté du 25 juin 2004 déterminant certaines modalités d'application du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 mai 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 mai 2011;

Vu l'avis de la Commission d'avis sur les écoles de devoirs donné le 20 janvier 2011;

Vu l'avis 49.851/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 juillet 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil d'administration de l'ONE, donné le 26 janvier 2011;

Considérant l'avis de la Commission consultative des organisations de jeunesse, donné le 15 février 2011;

Sur proposition du Ministre de l'Enfance et de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 2004 déterminant certaines modalités d'application du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs le terme « 900 » est remplacé par « 1230 ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2010.

Bruxelles, le 14 juillet 2011.

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche scientifique et de la fonction publique,

J.-M. NOLLET

La Ministre de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 2141

[C – 2011/29435]

14 JULI 2011. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 2004 tot bepaling van sommige nadere regels voor de toepassing van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2007, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 2004 tot bepaling van sommige nadere regels voor de toepassing van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 mei 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 26 mei 2011;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de huiswerkinstituten gegeven op 20 januari 2011;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 49.851/4, gegeven op 6 juli 2011 met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 1/, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de ONE, gegeven op 26 januari 2011;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de jeugdorganisaties, gegeven op 15 februari 2011;